



Stratégie climatique européenne

L'Europe mérite mieux qu'une stratégie climatique hors sol et une politique énergétique néolibérale

Alors que la COP 24 se tient en Pologne sous pression face à l'urgence climatique, la Commission européenne a rendu publique sa stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050. Pour la CFE Energies, les bonnes intentions de cette stratégie climatique resteront un vœu pieu si la Commission s'obstine à construire sa politique énergétique et climatique hors sol et dans le strict respect d'un marché concurrentiel érigé en dogme !

Face à la bombe à retardement du réchauffement climatique et alors que les émissions de gaz à effet de serre en Europe sont reparties à la hausse, la Commission européenne vient de rendre publique sa **stratégie de long terme sur le climat, après une phase de consultation à laquelle la CFE Energies a répondu.**

La CFE Energies salue l'ambition affichée, et conforme à ses préconisations, d'une **baisse de 80% des émissions de CO₂** et de la **neutralité carbone d'ici 2050**, ainsi que les priorités données à l'efficacité énergétique, à l'économie circulaire, au captage-stockage du carbone et à la mobilité propre pour **décarboner l'économie européenne.**

L'Europe montre ainsi la voie en vue d'une COP 24 sous pression : les engagements des Etats sont en effet très insuffisants pour respecter l'accord de Paris et limiter la hausse des températures à 1,5°C, sauf à quintupler les efforts. Elle suggère ainsi à la communauté internationale un modèle de neutralité carbone qui tient compte de la diversité européenne des profils d'émissions de GES et des potentiels d'absorption des émissions de CO₂.

Pour autant, la CFE Energies demande à la Commission européenne d'aller plus loin et de **passer maintenant du discours aux actes en ancrant ses stratégies climatiques et énergétiques dans le monde réel et le quotidien des citoyens européens.**

Dans cette perspective, la CFE Energies regrette :

- **L'absence de politique industrielle européenne ambitieuse dans les industries bas carbone.** Ce n'est pas en signant des accords commerciaux et en favorisant le libre échange que la Commission bâtira une politique industrielle européenne utile aux salariés et au « made in Europe » ! Si la priorité donnée aux énergies renouvelables doit conduire à l'importation massive d'équipements chinois comme la fin des droits de douane sur le photovoltaïque chinois décidée par la Commission pourrait y conduire, la stratégie climatique européenne risque fort de servir l'industrie chinoise !

Plutôt que l'industrie chinoise, la Commission gagnerait à davantage soutenir les industries bas carbone européennes adossées à des filières pourvoyeuses d'emplois qualifiés en Europe, comme le sont les industries du nucléaire, du stockage d'énergie et du gaz renouvelable, et à accorder la priorité à l'innovation et à la recherche pour faire émerger les technologies énergétiques propres européennes.

**LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!**

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
presse@cfe-energies.com

- **L'absence de réciprocité climatique dans les accords commerciaux négociés par la Commission.** Si la CFE Energies salue la volonté affichée par la Commission d'être à la pointe de l'exemplarité climatique, elle lui demande d'aller jusqu'au bout de la cohérence et de la transparence en faisant des engagements climatiques, de leur réciprocité et de la coopération des axes forts de ces accords commerciaux.
- **L'obstination à construire une Europe de l'énergie réduite à un marché intérieur régi par la seule concurrence et le seul marché de court-terme.** Cette vision néolibérale ne permet pas de donner les signaux économiques de long terme dont les industries bas carbone fortement capitalistiques ont besoin pour déclencher les investissements massifs nécessaires à la stratégie climatique de l'Europe. Seule la remise en question du logiciel libéral rendra l'engagement climatique de la Commission européenne crédible. **En l'absence d'une gouvernance réorientée, d'une vision long terme et d'intervention publique, la transition bas carbone restera une déclaration d'intention !**
- **L'incapacité des décideurs européens à penser la souveraineté énergétique, climatique, industrielle et technologique** de l'Europe face au retour de la stratégie de puissance russe, la dépendance numérique de l'Europe aux champions américains et l'impérialisme de la Chine qui peut conduire à la dépendance technologique de l'Europe.
- **La faiblesse de la dimension sociale de cette stratégie européenne** alors que **la transition climatique ne réussira que si elle est juste socialement, attractive professionnellement et accompagnée dans la transformation.** Offrir aux salariés des perspectives d'emplois et de transitions professionnelles pour que chacun trouve sa place dans la stratégie climatique de l'Europe est essentiel. Forte de cette conviction, la CFE Energies vient notamment de s'engager dans l'Alliance européenne pour l'apprentissage pour favoriser la formation continue et les reconversions professionnelles.

Ce sont ces messages que la CFE Energies va s'employer à faire passer aux décideurs européens dans les six mois qui nous séparent d'échéances électorales cruciales pour l'avenir du projet européen.

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com

**LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!**

